

Le rêve d'une métropole canadienne-française : Le village «florissant» de Piopolis

Jean-Philippe Warren

Numéro 136, hiver 2019

Histoires d'utopies

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90366ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Warren, J.-P. (2019). Le rêve d'une métropole canadienne-française : Le village «florissant» de Piopolis. *Cap-aux-Diamants*, (136), 16–19.

LE RÊVE D'UNE MÉTROPOLE CANADIENNE-FRANÇAISE

LE VILLAGE « FLORISSANT » DE PIOPOLIS

par Jean-Philippe Warren

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, le Canada français du XIX^e siècle est hanté par l'utopie d'une grande ville nationale. La ville de Québec étant considérée comme trop décadente d'un point de vue économique, et la ville de Montréal trop anglicisée et affairiste, on rêve de l'établissement en région d'une vaste colonie agricole et prospère, bucolique et dynamique, champêtre et cultivée, comme le dessine entre autres Antoine Gérin-Lajoie dans son célèbre roman *Jean Rivard* (1862 et 1864). L'activité débordante du curé Antoine Labelle s'inscrit dans cet effort de faire pousser dans le « royaume du Nord » des villes puissantes. Car on ne saurait oublier que l'utopie agriculturiste du XIX^e siècle se conjugue aussi, un peu paradoxalement, avec une volonté d'industrialisation et d'urbanisation.

Quand les zouaves reviennent au pays, en 1870, après s'être portés volontaires pour la défense des États pontificaux, des fonctionnaires de l'État provincial, les philanthropes et l'archevêché de Montréal croient trouver en eux les candidats parfaits pour jeter les fondements d'une véritable métropole régionale française et chrétienne. En récompense pour leurs actions que l'on dit courageuses (même s'ils ne se sont jamais battus), on offre à quelques-uns d'entre eux des lots de terre dans une paroisse baptisée en l'honneur du pape Pie IX. Au dire de certains, les zouaves canadiens, en associant le courage des militaires et



Armoiries et devises des zouaves pontificaux.
(Archives de l'auteur).

les vertus morales des croisés, auraient été mieux placés que quiconque pour faire fructifier les richesses du pays. Rappelant que la Nouvelle-France avait chaleureusement accueilli comme habitants les soldats des régiments de Carignan-Salières et de Royal-Roussillon, on souhaite qu'après avoir si bravement guerroyé en Italie, les zouaves pontificaux constituent en terre américaine des enclaves protectrices des traditions nationales.

LA FONDATION DE PIOPOLIS

On se met donc à plaider pour la création de sociétés de colonisation qui pourraient acquérir des terres publiques fertiles et propices à l'établissement d'une colonie de zouaves. Le choix se fixe sur une région encore à peu près inoccupée des Cantons-de-l'Est qui, à l'instar de la vallée du Saguenay, des Laurentides et de la

vallée de l'Outaouais, commence alors à attirer l'attention comme territoire de colonisation. La Société de colonisation n^o 1 de Montréal est responsable de superviser l'installation des volontaires. C'est ainsi que, peu conscients des difficultés qui se dressent devant eux et croyant en leur bonne étoile, à la demande de M^{gr} Ignace Bourget, évêque de Montréal, un premier groupe composé de sept zouaves quitte Montréal en compagnie d'un missionnaire, l'abbé Alphonse Séguin, le 18 avril 1871, pour s'établir à Piopolis. À lire les premiers articles publiés dans les journaux, les rudes épreuves endurées par les zouaves auraient été dignes des soldats de Pie IX. Ils se seraient montrés aussi courageux sur les lots à défricher qu'ils l'avaient été à combattre les hordes garibaldiennes. D'ailleurs, la description que l'on peut lire des labeurs et des veillées des colons emprunte à celles des soldats. La maison commune est assimilée à une caserne, la nourriture des colons à celle de la cantine militaire, les rigueurs matérielles aux difficultés endurées en campagne, la solitude du colon à l'exil du soldat parti loin de chez lui, la solidarité des défricheurs à l'ancienne camaraderie militaire.

En août 1871, l'auteur d'une lettre aux journaux évoque l'avenir radieux de Piopolis au retour d'une visite dans la région. « Peu à peu la forêt va baisser sa tête altière; le soc de la charrue tracera des sillons féconds, d'où s'élèvera une moisson abondante [...]. La religion au milieu d'une forêt a une

force merveilleuse, j'en suis tellement convaincu que je crois qu'un homme, pourvu qu'il soit religieux, peut aller



Le chevalier Alfred Larocque, zouave pontifical. (BAnQ, Québec).

s'asseoir au milieu d'un pays sauvage et réussir à élever autour de lui une fameuse ville. » (*Union des Cantons de l'Est*, 17 août 1871).

Devant des progrès pourtant modestes, on se prend à rêver. On semble convaincu que Piopolis deviendra en peu de temps une agglomération importante, et que les zouaves canadiens pourront s'enorgueillir d'avoir donné le nom de Pie IX à une ville dynamique en Amérique. Arrosé par « les sueurs des soldats du pape », ce coin de pays allait, on n'en doute point, s'agrandir rapidement. L'adjectif qui revient comme un leitmotiv dans les premières descriptions de Piopolis est sans conteste « florissant ». Dès septembre 1871, alors que le lieu ne compte qu'une seule bâtisse pour que les colons puissent se mettre à l'abri des intempéries, on parle d'un établissement florissant. « J'arrive de Piopolis, écrit un auteur en septembre 1872, où je suis allé visiter la belle et florissante colonie des jeunes zouaves-colons. Tout y respire la paix, la tranquillité, le bonheur même [...]. La plus belle harmonie règne au milieu de ces braves gens qui ne craignent

pas plus les géants de la forêt qu'ils ne craignent les Garibaldiens. » (*Pionnier de Sherbrooke*, 27 septembre 1872). On prétend que la réputation de l'établissement va croissant chaque jour et attire des candidats nombreux qui espèrent suivre les pas des premiers colons zouaves.

UN AVENIR ASSOMBRI

Pourtant, faut-il le préciser?, les obstacles sont nombreux et importants. Dans les premiers temps, notamment, les zouaves à qui le gouvernement avait concédé des terres dans la partie sud du canton de Marston ont maillé à partir avec les habitants de la partie nord, venus de la Haute-Écosse dès 1852. Au nombre d'une centaine, ces Écossais de langue gaélique se croient les « grands maîtres » des lieux, ayant ouvert le premier chemin dans la paroisse.

Des heurts ne tardent pas à éclater entre les deux groupes linguistiques et religieux. Par précaution, les voyageurs canadiens-français qui s'aventurent dans la partie nord du canton gardent un gourdin sous le siège de leur charrette pour se défendre contre d'éventuels agresseurs. En 1879, en reconnaissance de la croissance de l'élément de langue française, mais aussi pour diminuer les tensions avec les habitants d'origine écossaise, Piopolis est reconnue comme municipalité séparée de Marston, sous le nom de Marston-Sud. Quelques Écossais qui vivaient dans la partie sud déménagent au nord, tandis que des Canadiens français prennent la direction inverse.

Ces rixes avec les Écossais ne sont pas grand-chose en comparaison des autres défis qui attendent les zouaves qui choisissent de s'installer à Piopolis. Ces derniers sont âgés d'environ vingt ans et sans réelle expérience agricole. Dans un article sur Piopolis, un auteur anonyme affirme que les zouaves de cette colonie manient la hache du défricheur « avec le même

entrain que, jeunes soldats, ils avaient manié la carabine » (*Bulletin de l'Union-Allet*, 25 octobre 1874). C'est précisément là le problème : les zouaves canadiens sont aussi peu préparés à relever le défi d'une vie passée à la frontière qu'ils l'avaient été à subir le feu des champs de bataille.

Ce qui n'aide pas la cause des premiers habitants de Piopolis, c'est que les terres de l'endroit sont très rocheuses. En outre, les meilleurs emplacements agricoles ont été accaparés par des spéculateurs qui ont pris des lots près des cours d'eau et du lac, sans les occuper et sans les défricher – attendant simplement que les prix augmentent grâce au travail des colons pour les vendre. Les terres qui restent à donner se situent loin des routes, difficiles



Groupe de zouaves, vers 1870. (Ferrotype, BAnQ, fonds Monique Mercure-Vézina).

d'accès et de peu de valeur agricole. En attendant, les colons se trouvent dans l'obligation de se disperser sur trois rangs de dix kilomètres chacun. Comme si ce n'était pas assez, les nouveaux arrivants ne savent pas qu'une loi provinciale réserve la coupe du bois sur les lots des colons



Mosaïque de Saint-Zénon de Piopolis (presbytère, église, M^{gr} P. Larocque, M^{gr} Ant. Racine), 1910. (BAnQ).

aux entrepreneurs qui ont acheté directement ce droit du gouvernement. Aussi, quelle n'est pas leur surprise de voir arriver dans la colonie, un beau matin, un étranger venu embaucher des jeunes gens pour abattre des arbres sur leurs propres terres! Les démêlés avec les Écossais, l'inexpérience de la vie d'agriculteur, les conditions climatiques difficiles, le manque de bonnes terres et la perte des profits sur la coupe du bois finissent par miner les espoirs de développement rapide de Piopolis. Ajoutons

à ces facteurs le fait que, sans véritable chemin la reliant à Sherbrooke malgré les promesses faites en 1871 qu'une route serait bientôt construite, la colonie de Piopolis est très isolée. Comble de malheur, en 1879, quand le tracé du chemin de fer est enfin achevé, il passe par Scotstown et Lac-Mégantic, contournant entièrement le canton de Marston, ce qui provoque la faillite du moulin de Piopolis, en 1882. Quinze ans après sa fondation, Piopolis compte 58 familles, 300 acres défrichés, deux écoles, une chapelle, un

bureau de poste, un moulin propulsé à la vapeur, 30 maisons et 68 têtes de bétail. C'est peu. La colonie, qui a déjà perdu plus de la moitié de ses premiers colons zouaves, ne dépassera jamais le stade de petit hameau excentrique. L'utopie d'une grande ville francophone et catholique surgit de la forêt aura fait long feu.

DÉSUNION ET CONFLITS

L'échec économique de Piopolis est d'autant plus décevant que la vie paroissiale n'a rien d'harmonieux. Le village devait être un modèle de concorde pour les autres communautés canadiennes-françaises. Pourtant, il connaît dès le début des tensions extraordinaires.

En 1881, par exemple, la décision de l'évêque de réparer et prolonger la chapelle suscite de vives protestations parmi les paroissiens. Pendant vingt ans, les tensions s'enveniment. En 1901, le choix d'un site pour l'érection d'une nouvelle église provoque à nouveau des conflits violents. L'église en construction est gardée la nuit pour éviter qu'on n'y mette le feu. Le curé est l'objet de critiques véhémentes.

À l'automne 1914, Marie-Anne Courtemanche, la sœur du curé, écrit à l'évêque de Sherbrooke : « Depuis deux ans, Monseigneur, nous demeurons à Piopolis au milieu de certaines personnes ennemies qui maltraitent le curé et l'accablent des injures les plus grossières. Depuis quelques mois, ces gens en veulent même à sa personne et on nous a affirmé que, si le curé ne s'en allait pas, ils viendraient le faire sortir du presbytère (de force). » Elle conclut sa lettre en demandant à l'évêque d'accepter que son frère soit muté dans une autre cure.

Les propos de Marie-Anne Courtemanche ne sont pas exagérés. Un an après l'envoi de sa lettre, des paroissiens réussissent à mettre le feu à une partie du presbytère et au portique de l'église avant que des voisins



Village de Piopolis vers 1910. (BANQ).

ne viennent éteindre les flammes. Non, on ne peut pas dire que, dans le premier demi-siècle de son existence, le ciel était au beau fixe dans la « pieuse » colonie des zouaves pontificaux!

Au cours du XX^e siècle, la vie de Piopolis devient plus calme et on ne retrouve aucun témoignage de conflits majeurs entre paroissiens. Mais on peut dire qu'à tous points de vue, dans les premiers 50 ans de son histoire, la colonie des zouaves n'est pas à la hauteur des espoirs caressés par ses fondateurs et bienfaiteurs. La croissance démographique est faible, Piopolis ne cessant d'être une mission et ne devenant une paroisse érigée canoniquement qu'en 1889. Les zouaves quittent la paroisse les uns après les

autres, et aucun n'y vit assez longtemps pour y avoir une descendance. Le rêve d'une métropole canadienne-française perdue dans la forêt – qui fut

celui de Rivardville dans *Jean Rivard* ou du « village de l'industrie » dans *Robert Lozé* – ne se matérialisera jamais.

On peut conclure en affirmant que, des points de vue économique, social et religieux, l'utopie communautaire des ultramontains rencontra à Piopolis un échec retentissant. Les zouaves canadiens devenus paysans ont connu le même triomphe qui fut le leur soldats : celui de la plume aiguisée des publicistes conservateurs du XIX^e siècle, jamais celui de la hache ou de la carabine. Cela n'a pourtant pas empêché le petit village reculé des Cantons-de-l'Est d'être mis au service de la cause ultramontaine et de symboliser, pendant les premières années au moins de sa fondation, l'avenir rayonnant – florissant! – réservé aux catholiques canadiens-français en Amérique du Nord.

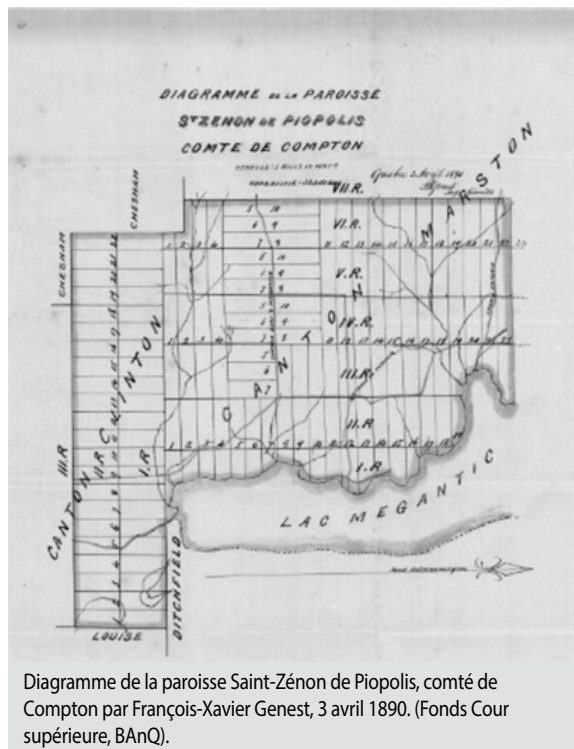


Diagramme de la paroisse Saint-Zénon de Piopolis, comté de Compton par François-Xavier Genest, 3 avril 1890. (Fonds Cour supérieure, BANQ).

Jean-Philippe Warren est directeur de la Chaire de recherche sur le Québec à l'Université Concordia.